

# L'heure grecque

**d**epuis le mois de janvier, la gauche de gauche européenne vit à l'heure grecque. La victoire de Syriza a constitué en effet une grande première électorale dans l'Europe de ces dernières décennies. Et cela d'autant plus, on ne le mentionne guère, que Syriza est un acronyme signifiant *Synaspismós Rizospastikís Aristerás*, c'est-à-dire Coalition de la gauche radicale. Ce qui permettait à Arnaud Leparmentier, dans un article qui mêle la haine de la gauche au dépit devant ce résultat<sup>1</sup>, d'anticiper de quelques jours « l'arrivée au pouvoir en Grèce de l'extrême gauche Syriza – il paraît qu'il faut dire gauche radicale, mais nous persisterons à appeler un chat un chat et Rollet un fripon ». Et d'affirmer pêle-mêle que « Syriza n'est pas rose foncé. Il est rouge », que « la dette grecque ne sera pas payée » et que « nous allons continuer de nous ruiner pour les Grecs » parce que ceux-ci « refusent de payer des impôts ». Difficile de faire mieux dans le mépris du peuple grec et le rappel du fossé qui existerait entre le cœur de l'Europe (riche) et sa périphérie méditerranéenne. On peut s'attendre sans risque de se tromper beaucoup à ce

LOUIS WEBER

que ce refrain fasse encore l'ordinaire des « commentateurs » attirés si dans quelques mois – les élections législatives ont lieu en décembre – Podemos – actuellement en tête dans les sondages devant le Parti populaire, de droite, et le PSOE, social-démocrate – confirme en Espagne aussi qu'il est possible de faire des « pas pour mettre fin à l'austérité en Europe<sup>2</sup> ». Certes, l'Espagne n'est pas la Grèce et les mesures d'austérité n'y ont pas atteint le même niveau de sévérité. La presse (vraiment) de droite est à la fois plus cynique et moins alarmiste. Tablant sans le dire sur les difficultés à prévoir pour mettre en œuvre la politique de rupture esquissée par Syriza dans son programme de Salonique, André Bercoff écrit ainsi dans le *Figaro* « Reste que Syriza apparaît comme beaucoup plus social-démocrate que gauchiste, que Tsipras va négocier pragmatiquement

1. « Syriza et le masque de Solon », *Le Monde.fr*, 21 janvier 2015.

2. Communiqué du parti de la gauche européenne (PGE) après la signature de l'accord de transition entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec. Disponible sur le site du PGE.

avec l'hydre de Bruxelles et que tout se fera dans l'atmosphère épicée des marchandages nécessaires<sup>3</sup> ».

Une victoire électorale semblait totalement hors de portée pour Syriza il y a seulement cinq ou six ans. Fondée en 2004, cette coalition s'est transformée en parti en 2009, pour des raisons liées à la loi électorale<sup>4</sup>. Elle n'a jamais dépassé 5 % des voix aux élections législatives au cours de la première décennie du siècle (3,3 % en 2004, 5,0 % en 2007, 4,6 % en 2009). Elle restait d'ailleurs à cette époque très récente derrière le parti communiste historique (KKE) qui obtenait autour de 8 % des voix en 2007, 2009 et mai 2012, pour ensuite, probablement un peu « siphonné » par Syriza, revenir à 4,50 % en juin 2012 et 5,47 % (et 15 sièges) en 2015. Syriza n'a véritablement décollé qu'à partir de 2012 (16,8 % en mai 2012, puis 26,9 % en juin de la même année et, enfin, 36,34 % et 149 sièges sur 300 en 2015).

La crise et les politiques d'austérité, dont les effets ont été particulièrement dramatiques en Grèce, ont considérablement accéléré le rythme politique. Un des effets les plus singuliers peut être mesuré à travers les processus d'identification que les journalistes cultivent mais que les hommes politiques ne refusent pas toujours. Si Jean-Luc Mélenchon a pu se présenter ou être présenté aujourd'hui comme le

« Tsipras français »<sup>5</sup>, le retournement est net. Comme le rappelle Alain Krivine « avec une pointe de nostalgie », selon *Le Monde magazine*<sup>6</sup>, il fut un temps en effet où « le tout nouveau premier ministre grec issu de la gauche radicale, venait en France pour s'afficher aux côtés du NPA. Il était à 3 % dans les sondages, il voulait qu'on le câline, être le Besancenot grec ». Ce qui montre à la fois le chemin vers le pouvoir parcouru par Syriza et, par contraste, le déclin relatif de la gauche radicale en France et, dans ce cadre, celui plus particulier du NPA et de son principal dirigeant !

### Quelle appréciation porter sur l'accord de transition avec l'Eurogroupe ?

Il n'est évidemment pas question ici de porter un jugement, qui regarde d'abord le gouvernement grec et celles et ceux qui l'ont porté au pouvoir.

Le prix Nobel d'économie, Paul Krugman, peu suspect de complaisance envers les politiques actuelles de l'Union européenne, semble lui aussi avoir du mal à préciser son point de vue. Dans sa chronique du *New York Times*<sup>7</sup>, il écrit : « ceci ressemble à une défaite pour la Grèce, mais comme rien de crucial n'a été résolu, c'est seulement une défaite si les Grecs l'acceptent comme telle ; ce qui signifie que rien n'est clairement résolu. Et c'est sans doute un bon résultat – il donne du

3. André Bercoff, « Victoire de Syriza : quand Mélenchon se prend pour Tsipras », *Le Figaro.fr*, 27 janvier 2015.

4. Seuls les partis et non les coalitions ont droit aux 50 sièges supplémentaires octroyés avant application de la proportionnelle à la formation arrivée en tête. Cette rallonge explique qu'avec moins de 37 % des voix, Syriza ait obtenu 149 sièges, soit tout près de la moitié des 300 du Parlement hellénique.

5. À l'inverse, *Le Parisien* du 29 décembre 2014 titrait un article sur la Grèce : Alexis Tsipras, le « Mélenchon grec », futur Premier ministre ?

6. *M le magazine du Monde*, « Olivier Besancenot sonnera-t-il trois fois ? », mis à jour le 2 février 2015.

7. « Delphic demarche », *New York Times*, 20 février 2015.

temps à la Grèce pour se ressaisir ». On comprend qu'il ait intitulé la chronique *Delphic demarche* !

La réaction du FMI rassure d'une certaine façon les soutiens du nouveau gouvernement grec : négative, elle signifie en effet que la Grèce n'est plus tout à fait dans la situation où elle était totalement dominée par la Troïka, dont le FMI constituait une des composantes. Dans une lettre adressée au président de l'Eurogroupe<sup>8</sup>, Christine Lagarde, après avoir passé la pommade en concédant que la liste des mesures annoncée par le gouvernement grec est « suffisamment complète pour constituer un bon point de départ » pour la suite, formule reprise du communiqué de la Commission européenne, note plus loin que « dans quelques domaines, cependant, y compris peut-être les plus importants, la lettre [du gouvernement grec] ne contient pas de claires assurances que le gouvernement va faire les réformes envisagées dans le Mémorandum sur les politiques économiques et financières ». Elle cite plusieurs de ces domaines : les retraites, la TVA, les privatisations et... les réformes du marché du travail.

Ce qui a fait réagir la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), Sharan Burrow, notamment à propos des conditions d'emploi et de travail, qui constituent aujourd'hui la principale préoccupation du syndicalisme international : « Précariser les emplois davantage et affaiblir les droits des travailleurs ne

fera que contribuer au déclin accru des conditions de vie des travailleurs et à la croissance des inégalités. Il est insensé que le FMI mette en avant un tel agenda alors que les électeurs grecs ont clairement exprimé leur désir de changement et que les ministres des Finances des pays de la zone euro ont accepté l'intention du nouveau gouvernement de faire de la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale une priorité ».

La mauvaise humeur du FMI est donc plutôt de bon augure (toujours Delphes !) quant à la capacité du nouveau gouvernement grec de résister aux tentatives de l'empêcher de mettre son programme en œuvre. Le soutien de la CSI est important car, c'est peut-être un paradoxe, les pays les plus hostiles au changement politique en Grèce, l'Allemagne en tête, sont aussi ceux où le syndicalisme garde une réelle capacité de peser sur les décisions gouvernementales.

## Le débat dans Syriza

Ce que la CSI considère comme un « compromis atteint à l'issue de plusieurs semaines de négociations difficiles entre la Grèce et les pays de la zone euro » n'a évidemment pas fait l'unanimité au sein de Syriza. Il faut rappeler à ce propos que ce parti n'est pas monolithique. Il regroupe près d'une vingtaine de groupes constitués, avec les diverses obédiences de la gauche radicale qui, dans d'autres pays, sont généralement fragmentées. Son aile gauche a obtenu près du tiers des mandats lors du Congrès fondateur. Elle est plus proche en France du NPA que des composantes du Front de gauche.

Certes, comme l'a rappelé Stathis Kouvelakis, membre du Comité central

8. Lettre de la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, au président de l'Eurogroupe à propos de la Grèce, 23 février 2015, mise en ligne sur le site du FMI : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2015/pr1571.htm>

de Syriza et enseignant dans une université londonienne, à *France Inter* le 28 janvier : « Nous ne voulons ni sortir de l'UE ni de l'euro. Nous voulons simplement rompre avec les politiques d'austérité<sup>9</sup> ». Pourtant, le même Stathis Kouvelakis a diffusé un texte extrêmement négatif sur l'accord intervenu avec l'Eurogroupe, qu'il qualifie de « retraite tête la première », jugeant que le régime du Mémorandum va continuer, que le gouvernement a accepté le programme de prêts et reconnu la totalité de la dette, le seul changement étant dans le vocabulaire : *exit* la Troïka dont les partenaires restent mais deviennent les « institutions », la « supervision » restant de mise comme avant. Ce qui fait que les chances de mettre en œuvre le programme de Syriza sont réduites au minimum. En somme, « il découle clairement de qui précède qu'au cours des "négociations" avec le revolver de la BCE contre la tempe et la panique qui s'en est suivie dans les banques, les positions de la Grèce se sont quasi totalement écroulées »<sup>10</sup>. Ce texte a notamment suscité des débats en France au sein d'Attac, sur un thème récurrent : comment porter un jugement sur des décisions politiques prises dans un autre pays, dans des conditions totalement différentes de celles que nous connaissons ? Mais aussi : est-il légitime de comparer terme à terme les engagements pris devant les électeurs, et d'ailleurs revendiqués, et les résultats d'une négociation où la partie

adverse est totalement opposée à ce que l'on propose et a de surcroît bien plus de moyens d'imposer ses vues ? En d'autres termes : quelle place pour les compromis ?

Au sein même de Syriza, un point de vue différent, sans être triomphaliste, a notamment été développé par Elena Papadopoulou<sup>11</sup>. Pour elle, la nuance est importante, il ne s'agit pas d'un accord entre le gouvernement grec et l'UE mais d'une « décision de l'Eurogroupe ». Pour l'apprécier, il faut « tenir compte de trois choses : les conditions dans lesquelles la négociation a eu lieu, les objectifs que chaque partie a essayé d'atteindre, les solutions alternatives ». L'Allemagne, désignée comme l'« adversaire principal », aurait voulu que « le gouvernement de Syriza signe exactement les mêmes choses que le gouvernement précédent ». C'est-à-dire accepte tout ce qui reste en suspens du Programme d'ajustement de la Grèce, en signe de soumission économique, et adhère à l'idée que le seul moyen de sortir de la crise serait celui proposé par l'Allemagne, en guise de soumission politique. Ce résultat n'a pas été atteint parce que le gouvernement grec a résisté et (surtout ?) parce que la crainte des conséquences d'un *Grexit* (pour *Greek exit*, sortie de la Grèce de l'euro) était trop forte.

D'où la conviction que cette première négociation et l'accord de transition qui en est sorti n'ont été qu'un tour de chauffe et que le second tour « va commencer demain ». « Les quatre

9. Voir : <http://www.atlantico.fr/decryptage/stathis-kouvelakis-syriza-ne-voulons-sortir-ni-ue-ni-euro-atlantico-business-1973415.html>.

10. Stathis Kouvelakis, « The Alternative in Greece », <https://www.jacobinmag.com/2015/02/syriza-greece-eurogroup-kouvelakis/> (en anglais).

11. « Dix remarques à propos de la décision de l'Eurogroupe », sur le site de Syriza-France, <http://syriza-fr.org/2015/02/26/dix-remarques-a-propos-de-la-decision-de-leurogroupe-par-elena-papadopoulou/>

prochains mois seront une bataille avec le temps, mais surtout une bataille avec nous-mêmes [...] nous devons utiliser toute la flexibilité possible dans l'accord, en gardant à l'esprit que l'autre côté va faire exactement la même chose »<sup>12</sup>.

Ce texte révèle aussi que les pays qui ont permis à la Grèce de créer des brèches dans le front austéritaire ont été l'Italie et la France et non pas, comme on aurait pu s'y attendre, les pays du Front du Sud, qu'il soit géographique ou économique : Espagne, Portugal et Irlande, soumis pourtant aux mêmes injonctions à l'austérité que la Grèce. Alexis Tsipras a confirmé cette information devant la comité central de son parti en accusant « l'Espagne et le Portugal d'avoir voulu conduire son pays à "une asphyxie financière" pendant les récentes négociations entre Athènes et l'Union européenne qui ont abouti à une prolongation de l'aide européenne à la Grèce. Dans un discours devant le comité central de son parti, Alexis Tsipras a reconnu que "les pressions sur la Grèce pendant ces négociations avaient eu tout du chantage" »<sup>13</sup>.

On peut imaginer en effet que dans ces deux pays fortement touchés par la crise, même si les dégâts n'y ont pas été de même ampleur, la démonstration par le gouvernement Tsipras qu'il était possible d'infléchir le cours de l'austérité agirait comme un catalyseur pour renforcer la contestation des gouvernements actuels (conservateur en Espagne, de centre droit au Portugal), qui doivent tous les deux affronter des élections législatives en 2015.

Il faut dire que Mariano Rajoy, le chef du gouvernement espagnol, n'avait pas hésité à se rendre à Athènes pendant la campagne électorale pour exprimer son soutien à l'ancien ministre conservateur Antónis Samarás, alors que les sondages continuent à faire de Pablo Iglesias et de son parti, Podemos, le favori des élections à venir.

« Dans un an, le paysage politique de l'Europe sera fort différent de ce qu'il est en cette fin 2014 » pronostiquait *La Tribune* dans son premier numéro de 2015<sup>14</sup>. S'appuyant sur des sondages récents en Espagne, l'hebdomadaire économique y voyait les signes avant-coureurs d'un « tremblement de terre politique ». Podemos (« Nous pouvons »), le parti fraîchement créé, issu du mouvement des *Indignados* (Indignés), faisait désormais la course en tête dans les sondages, aux dépens du Parti populaire de droite – celui que Tsipras dénonce comme principal soutien de l'Allemagne alors même que son pays paie aussi le prix de l'austérité – et, surtout, du PSOE, le parti social-démocrate espagnol dont la responsabilité est tout aussi grande. Certes, il n'est pas acquis, loin s'en faut, que Podemos pourra gouverner après les élections du 20 décembre. Mais le bipartisme espagnol, qui faisait se succéder les deux partis dominants au pouvoir sans qu'il y ait jamais eu de coalition entre eux, semble bien prêt d'être enterré. Ce qui ouvrira de nouveaux possibles politiques. Pour *La Tribune*, une chose en tout cas est certaine : « L'Espagne risque de devenir un peu (ou beaucoup) moins dévouée aux idées allemandes sur l'austérité et la relance. Et le gouvernement sera difficile à constituer ».

12. *Ibidem*

13. « Alexis Tsipras accuse Madrid et Lisbonne d'avoir voulu le piéger », *Le Point.fr*, 28 février 2015, d'après une dépêche de l'AFP.

14. « 2015, année riche en élections en Europe », *La Tribune*, 1er janvier 2015.

Éviter absolument qu'un accord avec la Grèce puisse être considéré comme la preuve qu'il est possible d'échapper au talon de fer de l'austérité était donc un des enjeux cachés des négociations entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec. Ce qui fait dire à Elena Papadopoulou que beaucoup d'intérêts étaient représentés autour de la table : « Le résultat, mais de manière aussi importante, les étapes intermédiaires du processus de négociation, comportent des enjeux importants non seulement pour la Grèce et l'Allemagne, mais pour chacun des 17 pays de la zone euro. Cependant, l'approche qui réduit les enjeux aux "intérêts nationaux" est

trompeuse. En réalité, les ministres des Finances de tous les gouvernements participants ont négocié la politique (et le pouvoir relatif) de leurs gouvernements respectifs [...] ». Le gouvernement espagnol a, avec d'autres, préféré tenter de priver son opposition la plus radicale d'un thème de campagne porteur – la lutte contre l'austérité est possible – plutôt que de jouer la solidarité entre les pays de la périphérie de l'UE, tous victimes des politiques imposées par ceux du centre. Mais cela montre aussi sa faiblesse et conforte, par conséquent, les espoirs nouveaux apparus en Europe après la victoire de Syriza en Grèce. ■